



Note Simon Gronowski

Note de position

Simon Gronowski est rescapé de la déportation. Il fait partie des membres fondateurs de la *Coalition 8 mai* et est président de l'*Union des déportés juifs en Belgique*. A l'heure actuelle, les personnes en mesure de parler de leur vécu de cette période de l'histoire sont extrêmement rares. C'est donc une chance de pouvoir écouter son discours afin de préserver le devoir de mémoire.

La Fédération ne cesse de lutter pour une société plus inclusive et cela passe par un enseignement supérieur accessible pour toutes et tous et par l'unité du mouvement. Quant à elle, l'extrême droite mène une politique élitiste et de division. C'est pourquoi, lutter contre l'extrême droite en tant que jeune représente un enjeu majeur. Par conséquent, il est primordial de rester uni·e·s au sein de notre mouvement car notre nombre et notre diversité représentent une force inconditionnelle et déconstruit la thèse d'extrême droite qui exclut certaines communautés de notre société hétéroclite en appliquant la théorie qui consiste à diviser pour mieux régner.

I. DÉFINITION DE L'EXTRÊME DROITE

L'extrême droite est un mouvement qui s'oppose à toutes formes de diversités et qui prône le nationalisme de manière à replier le pays sur lui-même et à rejeter les étranger·ère·s sous une façade sociale et régionaliste. Son objectif est d'instaurer une politique d'hostilité qui se ressent à travers les valeurs qu'elle défend et les visions qu'elle partage telles que le racisme, le sexisme ou encore l'homophobie. L'extrême droite aura tendance à rejeter la faute sur ces personnes qu'elle rejette. La responsabilité de la pauvreté va être portée sur les chômeur·euse·s et sur les étranger·ère·s. Des raccourcis emplis de non-sens vont être utilisés afin d'instaurer une peur ambiante. L'extrême droite va donc pratiquer une véritable politique d'austérité en prenant certaines communautés comme coupables des diverses crises sociales et économiques. La communauté LGBTQIA+ et les personnes racisées sont les premières cibles de l'extrême droite, sans oublier la cause féministe qu'elle ne cesse de malmenier. On le remarque notamment avec le droit à l'avortement qui est systématiquement remis en cause dans les régimes d'extrême droite.

II. HISTORIQUE

Afin de comprendre les caractéristiques de l'extrême droite, il est intéressant de se pencher sur ses origines que l'on retrouve dans le fascisme. Dans les années d'entre-deux guerres, une crise économique vient toucher une grande partie des pays industrialisés. Le chômage touche la population, les industries subissent des blocages de production. Aucun des partis traditionnels de l'époque ne sut apporter de réponse à cette crise économique et sociale. Cette situation représente un terreau fertile pour les partis fascistes qui s'y développent. Ces partis vont se nourrir du désespoir engendré par la crise et de la perte de confiance en les

partis traditionnels. Leur objectif est d'établir un Etat fort et de rejeter les étranger·ère·s et les minorités.

Ça a été le cas lors de la seconde guerre mondiale en Allemagne et en Italie mais aussi dans d'autres pays comme en Espagne ou au Portugal. Aujourd'hui, nous constatons que ce manque de confiance dans les partis traditionnels ainsi que le contexte de crise économique sont un tremplin pour les partis d'extrême droite. Il est donc primordial de mener un travail syndical fort et de renouer avec notre base afin de ne pas laisser le champ libre à l'extrême droite.

Certains enterrent le fascisme à cette période de l'histoire et font une croix dessus. Toutefois, comme tout régime politique, le fascisme a évolué et fait désormais place à ce qu'on appelle l'extrême droite.

Le 8 mai 1945, le fascisme est battu, la guerre prend fin. Cette date va entrer dans l'histoire jusqu'à devenir un jour férié afin que l'on se souvienne de cette victoire contre le fascisme. Toutefois, en 1976, le 8 mai est retiré de l'agenda des jours fériés, alimentant ainsi une perte dans la conscience collective de l'importance de lutter contre ces mouvements.

III. L'ÉVOLUTION DE L'EXTRÊME DROITE

À l'heure actuelle, on constate quatre principales évolutions de l'extrême droite.

La première évolution réside dans sa capacité à rallier les travailleur·euse·s et les jeunes. Cela va passer par un investissement de ces partis dans les réseaux sociaux, par leur volonté de mettre en place un événement lors du 1^{er} mai ou de créer un syndicat. Ceci va leur permettre de toucher la classe travailleur·euse·s ainsi que les jeunes. Cette façade sociale va leur permettre d'accéder au pouvoir afin de mettre en place leur politique de division.

La deuxième évolution est l'apparition de plus en plus fréquente de rassemblements d'extrême droite avec comme objectif et message principal l'éjection de l'espace public des minorités.

La troisième évolution est la banalisation du discours d'extrême droite par certain·e·s politiques traditionnel·le·s qui s'affichent avec des personnalités d'extrême droite.

La dernière évolution est celle de leur présence de plus en plus accrue dans les médias, ce qui alimente la banalisation de leur discours.

Tous ces éléments qui nous permettent de mieux saisir ce qu'est l'extrême et la manière dont elle s'organise mettent en lumière l'importance de lutter activement contre ces idées qui vont à l'encontre des valeurs partagées par la Fédération.

IV. HISTORIQUE DE LA LUTTE CONTRE L'EXTRÊME DROITE PAR LES MOUVEMENTS ÉTUDIANTS EN BELGIQUE

En 1934, Jean Baby, Paul Langevin & Paul Rivet rédigent « *La Jeunesse devant le Fascisme* »¹, un texte ayant pour but d'avertir sur les dangers du fascisme déjà bien ancré en Allemagne et en Italie. Voici deux extraits qui illustrent la politique employée par le régime fasciste allemand :

« *Dans l'enseignement supérieur par exemple, une mesure récente du gouvernement hitlérien a réduit fortement le nombre des étudiants qui seront admis chaque année à suivre les cours de l'Université. Ce chiffre a été fixé à 15 000. Il y en avait à peu près le double dans les années précédentes. Est-ce que cela ne signifie pas clairement que le régime hitlérien est dans l'impossibilité d'ouvrir à la jeunesse des carrières intellectuelles ? Est-ce que cela ne signifie pas aussi un recul de la culture puisqu'il n'y aura plus à l'avenir qu'un petit nombre de jeunes gens qui auront le droit d'entreprendre des études supérieures ? [...] on ne pourra admettre que 1500 filles. En effet, le fascisme, dans tous les pays, est absolument opposé à l'émancipation sociale de la femme, et la doctrine hitlérienne a repris à son compte pour la femme le célèbre mot d'ordre des 3K. (Kirche, Küche, Kinder), à savoir l'église, la cuisine, les enfants* » (p. 13).

« *Les nazis avait promis du travail aux chômeurs. Et Hitler aujourd'hui se vante d'en avoir réduit le nombre de 2 millions. Or cela est démenti par le fait très simple que les statistiques allemandes reconnaissent que les sommes totales payées comme salaires par les employeurs n'ont pas sensiblement changé depuis un an. [...] On a fait des vides dans les rangs des classes laborieuses en chassant des entreprises et en enfermant le plus souvent des camps de concentration les antifascistes connus ou suspectés. [...] On a recruté aussi beaucoup de mercenaires pour la police. Enfin, et surtout, on a organisé pour de nombreux jeunes le système du travail forcé* » (p. 14).

Ces extraits montrent l'impact de ce genre d'idéologie en termes d'éducation et de droits humains. Cela nous permet de saisir l'importance de lutter contre le fascisme, contre l'extrême droite.

En 1996, en réaction à des actions du Vlaams Blok, le Groupe de Travail de la fédération de lutte contre l'exclusion sociale appelle « *l'ensemble des étudiants heurtés par les thèses racistes et xénophobes du Vlaams Blok à déposer plainte auprès du procureur du Roi de Bruxelles* ». La Fédération distribue à l'occasion des tracts pour appeler à la mobilisation. On peut d'ailleurs remarquer une certaine ressemblance entre les propos tenu par le Vlaams Blok à l'époque (« *Bruxelles ressemble un peu plus à une ville occupée ! [...] Vous n'y êtes plus en*

¹ <https://pandor.u-bourgogne.fr/pleade/functions/ead/detached/BMP/bra192.pdf>

Europe ») et certaines déclarations de politicien·ne·s actuel·le·s lorsqu'iels parlent de Molenbeek...

V. LA FÉDÉRATION ET LA COALITION

C'est dans cette perspective de lutte contre l'extrême droite que la Fédération fait partie de la *Coalition 8 mai*. La *Coalition 8 mai* est une plateforme qui regroupe des syndicats, des organisations et des personnalités de la société civile, du monde culturel et universitaire. En plus de l'aspect sensibilisation qu'elle endosse, son objectif principal est de faire en sorte que le 8 mai, jour de la victoire contre le fascisme, redevienne un jour férié en Belgique.

Lors des élections de 2019, on a assisté à une score important des deux principaux partis d'extrême droite : la NVA et le Vlaams Belang. Au gouvernement flamand, ce sont ces deux partis qui sont arrivés en tête. À l'approche des élections de 2024, c'est un signal d'alerte important.

VI. NOTRE POSITION

En termes d'enseignement, l'extrême droite au pouvoir signifie des coupes budgétaires dans l'éducation, moins d'aides sociales, moins de logements publics, moins de repas chauds à prix accessibles pour les étudiant·e·s. Il est donc essentiel, en tant que jeunes, de se positionner contre l'extrême droite. Lutter contre l'extrême droite c'est lutter contre le racisme, contre l'homophobie, c'est lutter pour le droit des femmes et c'est lutter pour un enseignement public, gratuit, de qualité et accessible à toutes et tous. Nous sommes convaincu·e·s que c'est dans l'unité, la diversité et l'intersectionnalité que nous allons atteindre au mieux notre objectif de représentant·e·s étudiant·e·s.

Connaître le passé, c'est anticiper l'avenir.

C'est pourquoi, concernant le dossier extrême droite, nous avons trois revendications principales :

- La demande d'une position officielle des établissements contre l'extrême droite empêchant ainsi tous rassemblements de ce type dans leurs infrastructures.
- La remise du 8 mai à l'agenda des jours fériés avec une suspension des cours.
- La formation des étudiant·e·s en cursus d'enseignement obligatoire doit inclure, améliorer et développer les enseignements sur le sujet du fascisme dans l'histoire afin d'entretenir le devoir de mémoire. Leurs élèves ne devraient jamais manquer de réponses à leurs questions concernant les erreurs du passé.